



SNUipp - FSU
Val d'Oise

Déclaration SNUipp-FSU au CTPD du 9 juin 2011

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs,

Compte tenu de l'ampleur des enjeux sociaux qui pèsent sur l'école, les enseignants attendent du ministre des actes forts et non de l'illusion voire des publicités mensongères. Une semaine après le succès médiatique du rassemblement organisé par le SNUipp devant le ministère le 18 mai, notre ministre demande « un traitement différencié pour le primaire » afin de veiller "à fermer le moins de classes possible" dans le budget 2012. Il reconnaît ainsi le bien fondé de toutes les mobilisations.

Le 1^{er} juin, il tente une nouvelle fois d'abuser l'opinion en s'affichant comme le 1^{er} recruteur de France alors qu'il poursuit la mise en œuvre du plus important plan social qu'ait jamais connu notre pays : plus de 60 000 suppressions de postes dans l'éducation depuis 2007 ! La campagne publicitaire annonçant 17 000 recrutements est avant tout un plan de com' au frais des contribuables, destiné à tromper l'opinion et à masquer 16 000 nouvelles suppressions de postes.

A l'ordre du jour de ce CTPD, seront examinées les conditions de la rentrée scolaire 2011 dans les écoles du Val d'Oise. Une rentrée marquée par un désengagement considérable de l'Etat à tous les niveaux. Les décisions gouvernementales conduisent à des remises en cause des missions fondamentales du système éducatif. Elles se traduisent notamment par des retraits d'emplois, par une augmentation des effectifs par classe, par une forte dégradation de la formation professionnelle et des conditions d'entrée dans le métier pour les stagiaires, par une détérioration des conditions d'apprentissage pour les élèves et d'exercice pour les enseignants.

Les mesures décidées pour les RASED et dans l'éducation prioritaire constituent une véritable hécatombe : 40% des postes ZEP/REP, près de 17% des postes RASED seront supprimés. Ces mesures sont porteuses de remises en cause profondes des leviers d'action pour une meilleure réussite des élèves du Val d'Oise.

Notre département a connu cette année une situation très tendue au niveau du remplacement. La tendance au recours à des étudiants et aux fonctionnaires stagiaires constitue une dérive dangereuse et elle est porteuse d'une forme de mépris pour le professionnalisme des enseignants. La formation des fonctionnaires stagiaires va de nouveau se dégrader. L'expérience de cette année, malgré ses insuffisances, montre à quel point une entrée progressive dans ce métier exigeant est essentielle. Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce qu'il y ait une grave crise de vocation pour un métier si exigeant et si fragilisé dans toutes ses dimensions. Le Ministre de l'EN, avec ses prédécesseurs en sont les instigateurs et en portent l'entière responsabilité. Ce n'est pas une pub qui amplifiera l'attractivité de ce métier et le ministre ne fera croire à personne même avec une campagne de communication à 1,35 millions d'euros, qu'il veut sauver le système éducatif.

Le SNUipp-FSU dénonce vivement l'asphyxie dont est victime l'école. Les conséquences seront d'autant plus graves en ZEP, là où les élèves ne peuvent compter que sur l'école pour lutter contre les inégalités scolaires et sociales. Nous dénonçons vigoureusement ces choix ministériels qui exposent dangereusement les élèves, les écoles et qui dénaturent le métier d'enseignant. De plus les conséquences sur les droits sociaux des enseignants sont également importantes inadmissibles.

Le SNUipp-FSU appelle à développer dès la rentrée des mobilisations multiformes pour l'école. C'est dans ce sens que la FSU s'est adressée aux autres organisations et associations soucieuses de l'avenir de l'école afin de construire dans l'unité la plus large des actions d'ampleur en septembre. Pour la réussite des élèves, le budget 2012 ne doit pas être à l'image de celui des années précédentes.